



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Montpellier, le 12 novembre 2020

Affaire suivie par : Vincent VIDAL
DREAL - Direction Écologie
Division Milieux Marins et Côtiers
vincent.vidal@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04 34 46 65 15

Le directeur régional

à

Société publique locale du bassin de Thau

4 Avenue d'Aigues - BP 600
34110 FRONTIGNAN

Objet : projet de construction du parking Stalingrad à Sète - déclaration article L214-3 du code de l'environnement

Nos réf. : 2020-235

La SPLBT a déposé au guichet unique de la MISEN de l'Hérault un dossier de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement relatif au projet en objet. Ce dossier a été enregistré par le guichet unique de l'eau de l'Hérault le 2 octobre 2020 sous le n° 34-2020-00145.

Après examen j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier**. Celui-ci ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

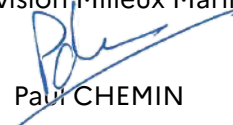
En application de l'article R214-37 du code de l'environnement, une copie de ce courrier d'accord et du récépissé de déclaration ont été transmis à la mairie de Sète. Ces documents seront affichés en mairie pour une durée minimale d'un mois. Le récépissé et le présent courrier seront par ailleurs mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État de l'Hérault durant une période d'au moins six mois.

Ces décisions sont susceptibles de recours contentieux devant le tribunal administratif, conformément à l'article R514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elles lui ont été notifiées.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du récépissé. À défaut, en application de l'article R214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

La division milieux marins et côtier de la DREAL, en charge de la police des eaux littorales, devra être informée de l'exécution des travaux au moins une semaine avant leur commencement.

Pour le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement et par délégation,
le chef de la division Milieux Marins et Côtiers


Paul CHEMIN